

## RDCongo/Crise politique

## L'Eglise persiste et signe face à Kabila

AFP

Kinshasa/RDCongo

L'ÉGLISE catholique persiste et signe en République démocratique du Congo face au régime du président Joseph Kabila, avec la célébration hier Kinshasa d'une messe qui a pris des allures de réunion publique en faveur de l'alternance, en présence de plusieurs ambassadeurs occidentaux.

Dans la cathédrale Notre-Dame du Congo pleine à craquer, le cardinal Laurent Monsengwo a célébré un office religieux à la mémoire des six victimes de la dispersion de marches organisées par des laïcs catholiques le 31 décembre pour demander le départ du président Kabila. Les six noms ont été égrenés à trois reprises. L'archevêque de Kinshasa, très critique envers le président Kabila, a laissé à ses auxiliaires le soin de prononcer des sermons qui ont suscité des salves d'applaudissements, des slogans et des huées dans la nef et dans la tribune bondée.

"Si nous avons perdu un frère, une sœur, nous avons gagné des héros, des vrais, parce qu'ils ont mêlé leur sang à celui de tous ceux qui sont morts pour l'alternance au pouvoir, gage de

la démocratie", a lancé l'évêque auxiliaire Donatien Bafuidinsoni. Dans l'assistance survoltée, des leaders de l'opposition (Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe) et des activistes du mouvement citoyen Filimbi avec des pancartes demandant la libération d'un de leurs leaders récemment arrêté.

La messe s'est aussi déroulée en présence des représentants de l'Union européenne et des Etats-Unis, les ambassadeurs de Belgique, de France, du Canada, de Grande-Bretagne, de la Suède, des Pays-Bas, ainsi que le secrétaire de la nonciature apostolique. "Le Canada rend hommage aux victimes des violences du 31 décembre. Nous appelons les autorités congolaises au respect des droits fondamentaux des Congolais", a réagi sur Twitter son ambassadeur Nicolas Simard.

"Merci aux membres du corps diplomatique venus nombreux. Tant que vous continuerez d'être complaisants envers Kabila et ses pseudo-élections, attendez-vous à revivre ça", a aussi twitté un autre mouvement citoyen, Lucha, surtout actif sur internet.

Le porte-parole de l'épiscopat, l'abbé Donatien Nshole, a invité les fidèles à "barrer pacifiquement la route à toute tentative de



Photo : AFP

A Kinshasa, l'Eglise catholique poursuit son bras fer avec le pouvoir.

confiscation ou prise de pouvoir par des voies non-démocratiques ou anti-constitutionnelles", suscitant de nouvelles réactions enthousiastes.

"On assiste à une campagne d'intoxication, de désinformation, voire de diffamation orchestrée par des responsables des institutions de la République contre l'Eglise catholique et sa hiérarchie", a accusé l'abbé Nshole, répétant un message lu la veille dans le cadre feutré d'une conférence de presse, et qui a suscité vendredi dans la cathédrale des huées contre le pouvoir. Il a dénoncé "la diabolisation" du cardinal Monsengwo, soulignant qu'il est "membre du conseil des neuf cardinaux choisis par le pape François pour le gouvernement de l'Eglise universelle".

L'homme fort de l'église congolaise et le pouvoir entretiennent des relations exécrables. Le cardinal Monsengwo avait dénoncé la "barbarie" et demandé que les "médiocres déga-gent" après les marches du 31 décembre. Des "propos injurieux", avait déclaré le gouvernement, qui affirme qu'il n'y a pas eu de morts lors de ces marches.

Le bilan de six morts est avancé par les Nations unies et la nonciature apostolique. Les organisateurs de la marche demandaient au président Kabila de déclarer publiquement qu'il ne serait pas candidat à un nouveau mandat. "La lutte continue, mais pacifiquement, avec nos chapellets", affirme à la fin de la messe une fidèle, Sophie. "Il faut faire partir la médiocrité".

Cette cérémonie sous

haute tension a connu une fin agitée : la police a dispersé un attroupement sur la chaussée devant l'enceinte de la cathédrale, provoquant un mouvement de panique des fidèles qui sont revenus en courant vers l'église. Il y a eu deux blessés légers, selon un communiqué de la police qui affirme avoir utilisé des gaz lacrymogènes face à des "jets de pierre". Deux tirs de sommation ont été entendus par un journaliste de l'AFP. L'église, très influente au Congo, avait parrainé fin 2016 un accord majorité-opposition prévoyant des élections au plus tard fin décembre 2017 et le respect des libertés publiques. Les élections ont été renvoyées au 23 décembre 2018 par les autorités qui ont invoqué des problèmes sécuritaires au Kasai (centre). Toute manifestation d'opposants est interdite en République démocratique du Congo. Au pouvoir depuis l'assassinat de son père en 2001, élu en 2006, réélu en 2011, le président Kabila, 46 ans, a terminé son deuxième et dernier mandat le 20 décembre 2016 d'après la Constitution qui autorise le président à rester en place jusqu'à l'installation d'un successeur élu.

## L'Afrique en bref

• UA/suite aux propos de Trump

## L'Union africaine s'en offusque

L'UNION Africaine (UA) a qualifié les remarques du président américain de "blessantes" et "dérangeantes". "C'est d'autant plus blessant compte tenu de la réalité historique du nombre d'Africains qui sont arrivés aux Etats-Unis comme esclaves", a déclaré à l'AFP Ebba Kallondo, porte-parole du président de la Commission de l'UA Moussa Faki.

Mali/jihadistes

## Trois soldats de la force Barkhane blessés

TROIS soldats français de la force Barkhane ont été blessés, dont un grièvement, jeudi dans l'est du Mali, lors d'un attentat contre leur convoi par un kamikaze, a annoncé, hier, l'Etat-major des armées à Paris. Cette attaque contre le convoi blindé français, qui circulait entre Ménaka et Indelimane, est intervenue le 11 janvier, date anniversaire du déclenchement de l'opération Serval, le 11 janvier 2013.

Mozambique/Droits de l'homme

## L'armée et l'ancienne rébellion de la Renamo reconnus coupables

L'ARMÉE du Mozambique et l'ancienne rébellion de la Renamo se sont rendues coupables, avant le cessez-le-feu qui a mis fin à leurs combats fin 2016, de multiples exactions restées largement impunités, a dénoncé, hier, Human Rights Watch (HRW). Dans un document de 65 pages, l'ONG a établi une longue liste d'abus recensés dans le centre du pays entre 2015 et 2016, qu'elle attribue aux forces gouvernementales (disparitions, torture, détentions arbitraires) et aux rebelles (assassinats et pillages).

Côte d'Ivoire/condamnation

## Le commandant Jean-Noël Abéhi condamné

LE commandant Jean-Noël Abéhi, ancien pilier de l'appareil sécuritaire sous l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo, a été condamné à 10 ans d'emprisonnement ferme pour "complot contre l'autorité de l'Etat".

## Tunisie/Contestations sociales

## Nouvelles manifestations à deux jours de l'anniversaire de la révolution

AFP

Tunis/Tunisie

QUELQUES centaines de personnes ont manifesté hier dans le calme contre les hausses de prix en Tunisie après plusieurs jours de heurts alimentés par une grogne sociale, à l'approche du septième anniversaire de la révolution.

La nuit de jeudi à vendredi a été relativement calme après des émeutes nocturnes ces derniers jours dans plusieurs villes. Ces troubles sont nourris par un chômage persistant malgré la croissance, et des hausses d'impôts grignotant un pouvoir d'achat déjà éprouvé par une importante inflation.

La mobilisation sociale traditionnelle à l'approche du septième anniversaire de la chute du dictateur Zine el Abidine Ben Ali le 14 janvier 2011, chassé du pouvoir par une révolution réclamant notamment travail et dignité, a été particulièrement explosive cette année, se traduisant surtout par des émeutes.

Mais hier, environ 200 manifestants ont défilé sous la pluie dans le centre de

Tunis, et lancé un "carton jaune" au gouvernement à l'appel du mouvement "Fech Nestanew" ("Qu'est-ce qu'on attend"), initiateur en début d'année de la contestation contre la hausse des prix.

Dans la ville de Sfax (centre), près de 200 personnes ont manifesté sous haute surveillance, brandissant des pancartes où l'on pouvait lire "l'argent du peuple est dans les palais, et les enfants du peuple dans les prisons", a constaté un correspondant de l'AFP.

"On estime qu'un dialogue est encore possible et des réformes sont encore possibles. Le carton jaune, c'est pour dire "attention": Il est temps aujourd'hui de s'attaquer aux vrais problèmes: la crise économique, la cherté de la vie, etc... Ces mêmes revendications que nous traînons depuis des années", a déclaré à l'AFP Henda Chennaoui, un responsable de Fech Nestanew.

Le gouvernement, qui a peu communiqué ces derniers jours, a balayé ces revendications dans un communiqué vendredi. "Il n'y a pas de manifestations mais des casseurs, qui ont entre 17 et 21 ans donc ils

ne sont pas concernés par l'impact de la loi des finances", a indiqué le porte-parole du Premier ministre Mofdi Mseddi. "C'est une loi des finances qui maintient les subventions directes envers la population pauvre et moyenne et qui renforce des politiques d'emploi en faveur des jeunes diplômés et chômeurs".

Pour le politologue Hamza Meddeb, la mobilisation particulièrement explosive s'explique par une "colère sociale très forte", plusieurs vagues de contestation n'ayant abouti à aucune amélioration concrète, et une "classe politique de plus en plus coupée de la population". Près de 780 personnes ont été arrêtées depuis lundi, a indiqué le ministère de l'Intérieur, tandis qu'Amnesty International a appelé les forces de l'ordre à la retenue.

Selon le porte-parole du ministère Khelifa Chibani, aucun acte de violence, de vol ou de pillage n'a été enregistré dans la nuit, et les heurts sont restés "limités" et "sans gravité". Il a précisé que 151 personnes impliquées dans des actes de violence avaient été interpellées jeudi, portant le total des arrestations à 778

en cinq jours. Dans la ville de Siliana (nord-ouest), des dizaines de jeunes ont jeté des pierres sur les forces de sécurité qui ont riposté par des tirs de gaz lacrymogènes.

La situation est en revanche restée calme à Tunis et dans le centre défavorisé du pays, ainsi qu'à Tebourba, ville à 30 km à l'ouest de la capitale où un protestataire est mort lors des heurts dans la nuit de lundi. Amnesty a appelé les forces de sécurité à "ne pas employer une force excessive" et à "cesser leurs manœuvres d'intimidation contre les manifestants pacifiques".

Reporters sans frontières a condamné des pressions sur les journalistes après l'interpellation d'un correspondant français et d'un reporter tunisien qui couvraient les rassemblements. De son côté, l'ONU, par la voix de son commissariat aux droits de l'Homme, s'est dite "inquiète" de l'ampleur des arrestations, appelant les autorités à "s'assurer que les protestataires puissent manifester pacifiquement", à l'approche du 7e anniversaire de la révolution. Plusieurs organisations,

dont la coalition de gauche Front populaire et la puissante centrale syndicale UGTT ont appelé à des rassemblements à cette occasion ce dimanche. Nombre de Tunisiens estiment avoir gagné en liberté mais perdu en niveau de vie depuis la chute de Ben Ali.

L'Etat, qui a répondu aux revendications sociales de l'après révolution par des embauches massives dans la fonction publique, se retrouve en difficultés financières après plusieurs années de marasme économique, notamment dû à la chute du tourisme après une série d'attentats en 2015. Le Fonds monétaire international (FMI) a accordé à la Tunisie en 2016 des crédits de 2,4 milliards d'euros sur quatre ans, à condition qu'elle mène à bien un programme visant à réduire les déficits budgétaires et commerciaux. Le budget 2018, prenant en compte ces exigences, a notamment augmenté la TVA, les impôts sur la téléphonie ou l'immobilier et certains droits d'importation, et instauré une Contribution sociale de solidarité sur les bénéfices et les salaires pour renflouer les caisses sociales.